

**DECISION N° 092 /ARCEP/DG/22**  
**Portant attribution de numéros courts au Ministère de la**  
**Sécurité et de la Protection Civile**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AUTORITE DE REGULATION DES**  
**COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES POSTES**

Sur rapport conjoint du Directeur des Infrastructures, Réseaux et Services, du Directeur Administratif et Financier et du Directeur Juridique et Protection des Consommateurs,

Vu la loi n°2012-018 du 17 décembre 2012 sur les communications électroniques telle que modifiée par la loi n°2013-003 du 19 février 2013 ;

Vu le décret n°2020-085/PR du 15 octobre 2020 portant nomination du directeur général de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) ;

Vu le décret n°2020-023-PR du 07 avril 2020 portant nomination des membres du comité de direction de l'ARCEP et de son président ;

Vu le décret n°2018-174/PR du 10 décembre 2018 fixant les taux, les modalités de recouvrement et d'affectation des frais et redevances dues par les opérateurs et exploitants de réseaux et services de communications électroniques, les fournisseurs d'équipements et terminaux et les installateurs d'équipements radioélectriques ;

Vu le décret n°2015-091/PR du 27 novembre 2015 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le décret n°2014-112/PR du 30 avril 2014 portant sur l'interconnexion et l'accès aux réseaux des communications électroniques modifié par le décret n°2018-144/PR du 3 octobre 2018 ;

Vu le décret n°2014-088/PR du 31 mars 2014 portant sur les régimes juridiques applicables aux activités de communications électroniques, modifié par le décret n°2018-145/PR du 3 octobre 2018 ;

Vu la décision n°038/ARCEP/DG/20 du 23 novembre 2020, fixant les plafonds des tarifs applicables par les opérateurs de communications électroniques mobiles pour l'accès des prestataires de services aux codes USSD ;

Vu la décision n°174/ART&P/DG/19 du 25 octobre 2019, fixant les redevances d'attribution des codes USSD ;

Vu la décision n°173/ART&P/DG/19 du 25 octobre 2019, déterminant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n°019/ART&P/DG/19 du 4 février 2019, portant sur les modalités d'ouverture des codes USSD aux fournisseurs de services à valeur ajoutée et aux fournisseurs de services financiers ;

Vu la décision n°173/ART&P/DG/19 du 25 octobre 2019, déterminant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n°019/ART&P/DG/19 du 4 février 2019, portant sur les modalités d'ouverture des codes USSD aux fournisseurs de services à valeur ajoutée et aux fournisseurs de services financiers ;

Vu la décision n°2011-002/ART&P/CD du 26 avril 2011 portant adoption du plan national de numérotation ;

Considérant le courrier n°0987/MSPC-CAB du 20 Mai 2022 par lequel le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile demande, au Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP), l'attribution de numéros courts ;

## **DECIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet**

***Le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile  
Rue de l'OCAM  
01 BP : 58  
Tél : + 228 22 20 86 54  
Lomé – Togo***

Représenté par le **Général de Brigade Damehame YARK, Ministre,**

Ci-après désigné le « *Titulaire* »,

Est autorisé à exploiter les ressources en numérotation ci-après :

**« 1200 ; 1201 ; 1202 ; 1203 ; 1204 ; 1205 ; 1206 ; 1207 ; 1208 ; 1209 »**

### **Article 2 : Services exploités**

Les ressources attribuées sont des numéros courts de services d'urgence destinés à être utilisés dans le cadre de la lutte contre la criminalité transnationale.

Ces ressources sont utilisées pour les services voix.

Le service est ouvert sur tous les réseaux des opérateurs.





### **Article 3 : Caractère personnel de l'autorisation**

La présente autorisation est strictement personnelle au Titulaire. A cet effet, il ne peut la céder sous quelque forme à un tiers.

### **Article 4 : Champ d'application de l'autorisation**

La présente Autorisation est valable uniquement pour les besoins exprimés à l'article 2.

Toutefois, le Titulaire peut, dans le cadre de ses activités, demander l'extension de la présente autorisation à d'autres besoins justifiés.

### **Article 5 : Cessation d'utilisation des ressources**

Toute cessation d'utilisation d'une ou des ressources en numérotation est notifiée à l'Autorité de régulation par le Titulaire.

### **Article 6 : Entrée en vigueur**

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Fait à Lomé, le 25 MAI 2022

  


**Michel Yaovi GALLEY**

### **Ampliation**

ARCEP..... 3  
Intéressé..... 1